



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

## BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE



Direction Nationale pour le Sénégal / Secrétariat du Comité



Janvier 2008

#### **INTRODUCTION**

La croissance de l'économie mondiale, tirée principalement par les performances des pays émergents, nonobstant le niveau relativement élevé des cours du baril de pétrole brut, s'est accélérée en 2006, atteignant 5.4% en termes réels contre 4.9% en 2005.

Le rythme de croissance économique a été également soutenu dans les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accru de 3,3% en 2006 contre 3,2% en 2005. La demande intérieure a été le principal moteur de la croissance, soutenue par les dépenses publiques liées au programme de reconstruction qui a suivi la saison des ouragans à la fin de l'année 2005. Au Royaume-Uni, le taux de croissance du PIB s'est fixé à 2,7% contre 1,9% en 2005, en liaison également avec la vigueur de la demande intérieure. Au Japon, le redressement de l'économie s'est confirmé, le taux de croissance ayant progressé de 1,9% en 2005 à 2,2% en 2006, sous la poussée des investissements et des exportations.

En Asie, l'économie chinoise est restée dynamique avec une croissance de la production intérieure brute en 2006 de l'ordre de 10,7%, les investissements directs étrangers et les exportations étant toujours stimulés par le faible coût des facteurs. En Inde, la croissance économique a atteint 9,2%, soit le même niveau qu'en 2005.

En Amérique latine, le rythme de progression du PIB s'est accéléré, s'établissant à 5,5% en 2006 contre 4,6% l'année précédente, à la faveur de la bonne tenue des investissements directs étrangers.

En Afrique, le taux de croissance du PIB s'est situé à 5,5% en 2006 contre 5,6% une année auparavant. Le niveau relativement bas des prix des matières premières agricoles, notamment le coton, et la persistance de troubles socio-politiques dans plusieurs pays y ont limité les performances économiques même si certains pays exportateurs nets de pétrole ont bénéficié de la remontée des cours du pétrole brut.

En particulier, les pays de l'UEMOA ont enregistré une progression du produit intérieur brut, en termes réels, de 3,0% en 2006 contre 4,1% en 2005. Cette décélération de la croissance économique est liée notamment à la persistance de difficultés dans certaines filières agricoles et à la flambée des cours du pétrole qui ont augmenté de 17,6% (NYMEX) pour se fixer à 67,4 dollars américains en moyenne sur l'année 2006.

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation, a enregistré cependant un repli en 2006, se situant à 2,3% en moyenne annuelle contre 4,3% en 2005. Cette évolution du niveau général des prix à la consommation est due à l'incidence favorable des résultats appréciables de la campagne agricole 2006/2007 sur les prix des produits alimentaires.

Sur le marché des changes, les inquiétudes des opérateurs suscitées par l'ampleur et la persistance du déficit de la balance des paiements courants des Etats Unis n'ont pas été dissipées par les signes d'amélioration des performances des économies industrialisées. Au total, le dollar américain s'est déprécié en 2006 en moyenne de 0,9% par rapport à l'euro. Au plan sous-régional, l'évolution des cours moyens des principales monnaies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport au franc CFA a été contrastée en 2006. En effet, le franc guinéen et le cedi ghanéen se sont repliés respectivement de 40,0% et 2,8% en 2006. Par contre, le naira nigérian et le dalasi gambien se sont appréciés de 1,8% et 4,3% sur la même période.

Sur les marchés financiers, les anticipations par les acteurs d'une poursuite de la croissance de l'économie mondiale ont favorisé le redressement des cours des actions et des indices boursiers de la quasi-totalité des pays industrialisés en 2006. Aux Etats Unis, le NASDAQ composite, indice des valeurs des nouvelles technologies, et le DOW JONES ont progressé

respectivement de 9,5% et 16,3%. Au Royaume-Uni, l'indice FOOTSIE a augmenté de 10,7%. Dans la zone euro, le CAC 40 à Paris et le DAX à Francfort ont terminé l'année 2006 en progression, respectivement de 17,5% et 21,9%. Au Japon, l'indice NIKKEI a crû de 6,9%.

Les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont connu une évolution assez contrastée en 2006. La relative faiblesse du dollar a profité au cours mondial de l'or, dont le rôle de valeur refuge s'est renforcé. En outre, la diversification des réserves de change de certaines banques centrales en faveur de l'or a constitué un facteur de soutien supplémentaire. Le cours moyen annuel de l'once d'or s'est ainsi accru de 35,9%, s'établissant à 604,9 dollars en 2006. Les cours du café se sont redressés de 34,1%, à la faveur du recul de l'offre, en liaison avec la sécheresse observée au Vietnam. Le prix de la livre de cacao s'est également inscrit en hausse de 2,0% par rapport au niveau de l'année 2005. Les cours du coton se sont raffermis de 3,8%, sous l'effet du recul de 6,0% de la production mondiale et de la progression de la demande, tirée principalement par la Chine. En revanche, les cours des huiles végétales se sont repliés, notamment sous l'effet de l'abondance de l'offre de soja, dont le marché sert de référence aux cotations. En particulier, le prix de l'huile d'arachide s'est déprécié de 7,5%. Par contre, la consommation accrue de biocarburants a induit une augmentation du prix de l'huile de palme de 13,4%.

Dans ce contexte d'ensemble, marqué par la flambée du prix du baril du pétrole, la croissance de l'économie sénégalaise a connu un net ralentissement, en dépit des performances enregistrées dans le secteur tertiaire. Le dynamisme des services, en particulier des transports et télécommunications ainsi que, au niveau du secondaire, l'évolution de la branche « Bâtiments et Travaux Publics », ont contribué à la hausse du niveau d'activité. Ainsi, le PIB à prix courants est estimé à 4.802,9 milliards en 2006 contre 4.563,0 milliards en 2005, soit une croissance de 2,1% en termes réels contre 5,3% un an plus tôt.

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), est évaluée en moyenne annuelle à 2,1% en 2006 contre 1,7% en 2005. Cette évolution de l'indice des prix à la consommation reflète celle des prix des « produits alimentaires, boissons non alcoolisées », « logement, Eau, Electricité, gaz, et autres combustibles », « transport » et « santé ».

Au niveau des finances publiques, malgré la bonne tenue des recettes, le solde budgétaire s'est largement dégradé, en raison notamment des importants transferts et subventions alloués au secteur énergétique pour couvrir les pertes de recettes induites par les prix réglementés du gaz butane et de l'électricité. Ainsi, le déficit global des opérations financières de l'Etat base engagements hors dons s'est situé à 302,1 milliards ou 6,3% du PIB en 2006 contre 211,4 milliards en 2005 ou 4,7% du PIB.

S'agissant du secteur extérieur, le déficit courant s'est sensiblement dégradé, passant de 357,2 milliards en 2005 à 450,7 milliards en 2006. Cette évolution est liée, principalement, à la détérioration du solde commercial et des services nets. Rapporté au PIB, le solde courant s'est également dégradé, se situant à -9,4% en 2006 contre -7,9% en 2005.

Le compte de capital et d'opérations financières affiche par contre un excédent de 544,3 milliards en 2006 (contre 339,1 milliards en 2005) dont 1197,9 milliards pour le compte de capital et -752,7 milliards pour le compte d'opérations financières.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, élargi aux erreurs et omissions nettes, n'a pas permis de couvrir le déficit courant entraînant ainsi une dégradation des avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 2,5 milliards contre une amélioration de 6,7 milliards en 2005. Evalué suivant l'optique des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires traditionnellement utilisée par la BCEAO, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 99,0 milliards en 2006 contre un déficit de 14,1 milliards en 2005. Cet excédent s'est traduit par une amélioration de la position extérieure de la BCEAO de 83,8 milliards et des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts et autres institutions monétaires de 15,2 milliards.

#### I. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les transactions courantes regroupent les biens, services et revenus ainsi que les transferts courants sans contrepartie. L'évolution des principaux soldes composant la balance des paiements courants est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau I.1. Evolution de la balance des paiements courants

(en millions de F.CFA)

Postes	2002	2003	2004	2005	2006
Biens	-374.553	-469.924	-521.083	-691.305	-836.466
Dont Marchandises	-368.851	-469.845	-523.263	-698.072	-846.997
Services nets	-12.690	-13.016	-14.789	-16.278	-18.501
Revenus nets	-90.595	-79.132	-69.044	-47.237	-33.171
Transferts courants nets	256.927	308.296	333.878	397.584	437.466
Balance des paiements courants (BPC)	-220.911	-253.776	-271.038	-357.236	-450.672
Produit intérieur brut (PIB)(*)	3.472.700	3.725.400	4.198.500	4.536.400	4.802.900
BPC / PIB (%)	-6,4	-6,8	-6,5	-7,9	-9,4

## (\*) Source : DPEE/MEF

Le déficit du solde des paiements courants s'est dégradé de 93,5 milliards pour s'établir à 450,7 milliards en 2006 contre 357,2 milliards en 2005. Cette détérioration du solde courant s'explique par l'accentuation du déficit commercial (-145,2 milliards) et accessoirement celui des services (-2,2 milliards), atténuée par la hausse de l'excédent des transferts courants (+39,9 milliards) et la réduction du déficit des revenus nets (+14,0 milliards). Rapporté au PIB, le déficit courant s'est sensiblement alourdi, s'établissant à 9,4% en 2006 contre 7,9% en 2005.

#### I.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

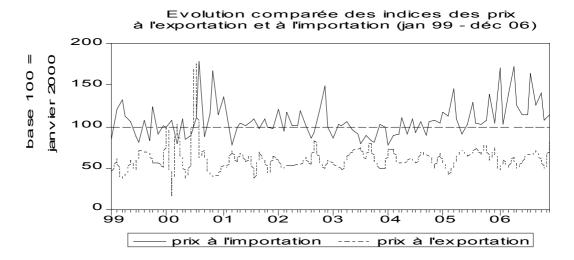
Le solde du compte « biens »¹, intégrant les ajustements de couverture, de valeur et de chronologie des échanges sur marchandises ainsi que l'incidence des mouvements d'entrepôts, s'est détérioré de 145,2 milliards, passant de -691,3 milliards en 2005 à -836,5 milliards en 2006. Cette contre-performance de la balance commerciale est due à une hausse soutenue des importations de biens (+141,2 milliards), les exportations n'ayant, pour leur part, progressé que de 1,0 milliard.

L'évolution de la balance commerciale du Sénégal s'est ressentie de la dégradation continue des termes de l'échange, les prix des produits importés étant ressortis en hausse, dans un contexte de quasi-stabilité de l'indice des prix à l'exportation.

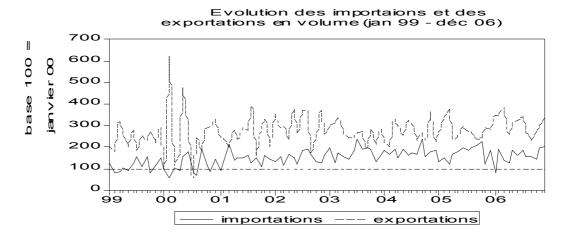
Les graphiques ci-dessous exposent l'évolution, sur la période allant de janvier 1999 à décembre 2006, des indices des prix à l'exportation et à l'importation, des volumes vendus et achetés et des termes de l'échange.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Les données analysées prennent en compte les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de réduire significativement les asymétries notées dans les statistiques des pays de l'UEMOA et d'intégrer dans les statistiques officielles les échanges non contrôlés.

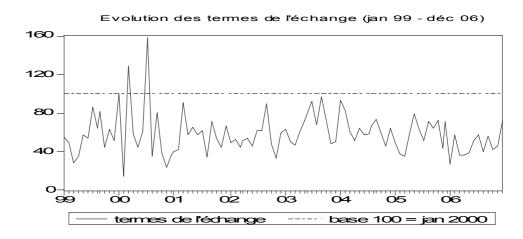
## **Graphique 1**



## **Graphique 2**



## **Graphique 3**



Le taux de couverture des importations par les exportations s'est sensiblement détérioré, passant de 54,6% en 2005 à 49,9% en 2006.

Tableau I.2. Evolution de la balance commerciale

(en milliards de F.CFA)

ANNEES	ES EXPORTATIONS IMPORTATIO  DE BIENS DE BIENS		SOLDE COMMERCIAL	TAUX DE COUVERTURE EN %	
2000	654,9			68,8	
2001	735,3	1.047,1	-311,8	70,2	
2002	743,4	1.117,9	-374,6	66,5	
2003	730,6	1.200,5	-469,9	60,9	
2004	797,4	1.318,5	-521,1	60,5	
2005	832,4	1523,7	-691,3	54,6	
2006	833,5	1.669,9	-836,5	49,9	

## 1.1.1. Exportations de biens

Les exportations globales (commerce général FOB ajusté) sont arrêtées à 833,5 milliards en 2006, en quasi-stabilité par rapport à leur niveau de 2005, soit 832,4 milliards.

Tableau I.3. Exportations de biens par rubriques

(en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Marchandises générales	733.944	722.337	786.176	818.999	817.085
Biens exportés pour transformation					
Réparations de biens	8	213	90	110	11
Achats de biens dans les ports par	9.405	8.001	11.145	13.332	16.374
les transporteurs					
Or non monétaire					
Total des exportations de biens	743.357	730.551	797.411	832.441	833.471

<u>Tableau I.4. Evolution des exportations de marchandises par principaux produits</u> (en millions de F.CFA)

PRODUITS	2002	2003	2004	2005	2006
Sel marin	7.168	6.845	6.690	5.011	7.994
Produits pétroliers	95.292	109.303	115.200	162.767	220.146
Produits arachidiers	48.203	25.300	17.400	20.800	31.961
Phosphates	12.200	5.300	7.894	755	719
Coton	9.700	12 400	15.301	11.229	12.768
Produits de la pêche (poissons, conserves)	181.491	164.100	163.300	166.437	145.559
Ciment	7.554	7.323	14.692	27.057	41.271
Acide phosphorique	119.150	69.300	80.664	85.287	40.327
Engrais	26.210	28.922	36.453	18.597	5.246
Articles manufacturés	72.513	77.543	65.351	66.115	69.504
dont produits textiles et chaussures	14.759	19.474	7.558	8.022	9.032
Autres produits d'exportation	169.572	241.019	196.284	256.194	217.835
dont biens d'équipement	4.822	21.710	33.021	101.246	51.993
Total (Commerce Général FOB non ajusté)	668.986	669.812	719.091	820.249	793.330
Ajustements de valeur	-34.720	-10.318	238	4.377	-588
Ajustements de champ couvert	102.574	68.737	66.325	11	27.175
Ajustements de chronologie	-2.896	-5.894	522	-5.638	-2.832
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	733.944	722.337	786.176	818.999	817.085
O A NIOD /NAEE					

Source: ANSD/MEF

Tableau I.5. Evolution des exportations de marchandises ajustées

Volume en milliers de tonnes, Prix en FCFA/kg, Valeur en millions de F.CFA

PRODUITS	2 002		2 003	2 004		2 005		2 006		
	Valeur	%								
Sel marin	7 168,2	1,0	6 845,7	0,9	6 690,0	0,9	5 071,0	0,6	7 705,0	1,0
Volume	157,2		149,4		149,0		114,5		171,7	
Prix	45,1		45,8		44,9		44,3		44,9	
Produits pétroliers	95 291,7	13,0	109 304,0	15,1	115 200,0		162 767,0	14,9	220 146,0	26,9
Volume	538,7		627,4		638,5		748,2		743,9	
Prix	176,9		174,2		180,4		217,6		296,0	
Produits Arachidiers	47 282,3	6,4	25 227,0	3,5	17 319,0		20 700,0	2,5	29.022,0	3,5
Huile brute	37 111,7		21 682,0		13 670,0		19 600,0		25 123	
Volume	83,2		39,1		22,5		35,4		51,8	
Prix	445,9		554,5		608,2		553,1		484,7	
Tourteaux	10 170,6		3 545,0		3 649,0		1 100,0		3 607,0	
Volume	108,8		38,6		25,8		12,8		46,3	
Prix	93,5		91,8		141,2		89,4		78,0	
Phosphates	12 184,1	1,7	5 344,5	0,7	7 894,0		3 378,0	0,4		0,6
Volume	486,0		203,9		197,9		174,4		177,9	
Prix	25,1		26,2		39,9		19,4		27,0	
Coton	9 693,6	1,3	13 718,3	1,9	13 577,5	1,7	12 077,5	1,5	12 041,0	0,6
Volume	14,3		16,8		16,5		18,2		18,3	
Prix	676,5		816,7		820,9		663,6		659,1	
Ciment	7 554,5	1,0	8 960,3	1,2	14 692,6		25 258,2	3,1	37 829,0	4,6
Volume	161,2		202,3		348,5		572,7		801,9	
Prix	46,9		44,3		42,2		44,1		47,2	
Produits Pêche	181 489,9	24,7	164 017,0	22,7	167 500,4	21,3	154 574,0	18,9	150 268,7	18,4
Poissons frais	59 049,7		34 315,6		39 955,1		22 173,3		18 704,9	
Volume	16,9		7,2		8,2		9,0		6,9	
Prix	3 491,5		4 769,9		4 882,1		2 463,7		2 710,1	
Poissons Congelés	101 230,8		109 220,5		110 706,3		120 897,0		123 005,4	
Volume	55,9		71,6		71,2		63,0		58,6	
Prix	1 812,3		1 525,4		1 555,3		1 919,0		2 100,0	
Conserves	13 623,7		13 708,9		12 617,3		7 082,4		5 158,4	
Volume	9,2		9,5		7,8		8,0		5,3	
Prix	1 487,0		1 449,3		1 622,6		885,3		973,8	
Produits transformés	7 585,7		6 772,0		4 221,7		4 589,4		3 400,0	
Volume	5,7		7,4		5,3		3,2		3,2	
Prix	1 330,8		912,7		792,4		1 434,2		1 046,5	
Produits des ICS	109 219,0	14,9	92 168,0	12,8			94 947,0	11,6	37 776,0	4,6
Acide phosphorique	91 745,0	12,5	69 320,0	9,6	80 664,0	10,3	85 287,0	10,4	36 128,0	4,4
Volume	506,2		439,9		486,9		453,4		183,7	
Prix	181,2		157,6		165,7		188,1		196,7	
Engrais solide	17 474,0	2,4	22 848,0	3,2	21 818,0		9 660,0	1,2		0,2
Volume	155,7		195,5		152,9		71,8		13,5	
Prix	112,2		116,9		142,7		134,5		121,8	
Autres	264 060,7	36,0	296 752,2	41,1	340 820,5	43,4	340 226,3	46,5	317 499,3	38,9
<b>EXPORTATIONS FOB</b>	722 044 0	400.0	700 007 0	400.0	706 476 0	400 0	040 000 0	400.0	047.005.0	400.0
AJUSTEES	733 944,0	100,0	122 331,0	100,0	786 776,0	100,0	818 999,0	100,0	017 085,0	100,0
	ANCD									

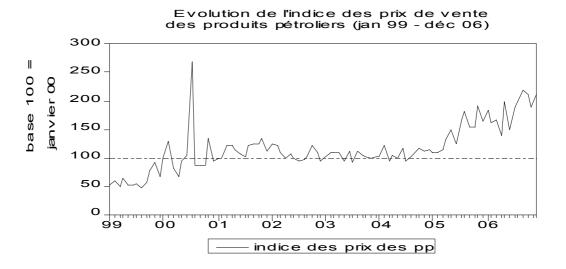
Sources : BCEAO - ANSD

L'évolution des exportations de marchandises (commerce général ajusté) fait ressortir une hausse des ventes à l'extérieur de sel marin, de produits pétroliers, de produits arachidiers, de phosphates et de ciment. Ces évolutions favorables ont toutefois été atténuées par la baisse du produit des ventes de coton, de produits halieutiques, de produits des ICS et d'autres produits non traditionnels.

Les ventes extérieures de sel marin ont progressé de 51,9%, atteignant 7,7 milliards en 2006 contre 5,1 milliards en 2005.

Les recettes d'exportations de produits pétroliers ont affiché une hausse de 57,4 milliards, attribuable au raffermissement des cours de cession de 36,0%, les volumes écoulés s'étant plutôt inscrits en baisse de 0,6%. La tendance à la hausse des prix à l'exportation des produits pétroliers, amorcée depuis le milieu de l'année 2004, s'est en effet maintenue en 2006 comme l'illustre le graphique ci-après, qui retrace l'évolution de l'indice des prix à l'exportation de produits pétroliers.

### **Graphique 4**



Les ventes extérieures de produits arachidiers ont augmenté de 40,2%, s'établissant à 29,0 milliards en 2006 contre 20,7 milliards en 2005, à la faveur de l'accroissement des quantités exportées d'huile brute et de tourteaux. Un volume total de 225.176 tonnes (dont 73.000 tonnes de prélèvements sur stocks) a été livré aux huileries pour trituration contre 223.188 tonnes l'année précédente. Pour leur part, les cours de cession se sont repliés de 12,4% pour l'huile brute et de 12,8% pour les tourteaux.

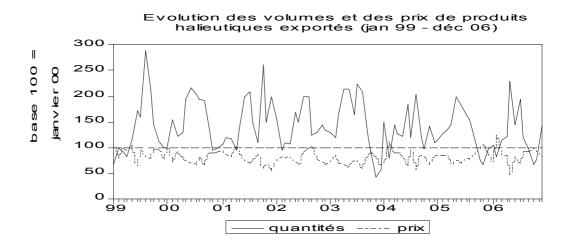
Les exportations de phosphates ont progressé de 42,0% pour s'établir à 4,8 milliards en 2006. Cette performance est due principalement à l'accroissement des quantités vendues (+39,2%) et des prix de cession (+ 2,0%).

Les ventes de ciment sont évaluées à 37,8 milliards en 2006 contre 25,3 milliards en 2005, soit une hausse de 49,8%, attribuable essentiellement au volume des expéditions qui a atteint 801.900 tonnes en 2006 contre un niveau de 572.700 tonnes l'année précédente. Les cours de cession ont également augmenté de 7,0%.

En revanche, les ventes extérieures de coton ont légèrement baissé de 0,3% à la suite du repli des prix de cession (-0,7%).

Les recettes de produits halieutiques (poissons frais, crustacés, mollusques, conserves et produits transformés) sont évaluées à 150,3 milliards en 2006 contre 154,6 milliards en 2005. Cette évolution s'explique par la baisse des exportations de poissons frais, de conserves, et de produits transformés, atténuée par la hausse des ventes à l'extérieur de poissons congelés. Le graphique ci-dessous montre l'évolution des quantités vendues et des prix de vente de produits halieutiques sur la période allant de janvier 1999 à décembre 2006.

#### **Graphique 5**

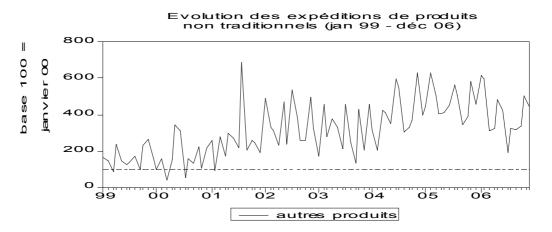


Les expéditions de produits halieutiques ont évolué de façon assez erratique au cours de la période susvisée. Cette situation est essentiellement due à la rareté des produits, consécutive à la sur-exploitation des ressources halieutiques. Les quantités vendues ont baissé de 11,1% entre 2005 et 2006, passant de 83.200 tonnes à 74.000 tonnes alors que le prix moyen de cession des produits halieutiques a progressé de 9,2% sur la même période.

Les ventes à l'extérieur des produits chimiques par les ICS ont chuté de 60,2% en 2006, du fait du long arrêt de production observé par suite des difficultés financières rencontrées par l'entreprise. Les exportations d'engrais solide et d'acide phosphorique se sont repliées respectivement de 82,9% et 57,6%.

Les exportations de produits non traditionnels se sont également inscrites en retrait de 6,7% en 2006. Constituées de tissus de coton, chaussures, récipients en tôle et fer, cuirs et peaux, produits pharmaceutiques et parachimiques et divers autres produits, elles ont toutefois connu un trend favorable depuis 2000 (cf. graphique suivant).

#### **Graphique 6**



Le ratio du service contractuel de la dette extérieure par rapport aux exportations de biens s'est inscrit en baisse, s'établissant à 19,7% en 2006 contre 24,8% en 2005. Les paiements des Administrations publiques au titre du service contractuel de la dette extérieure se sont élevés à 80,5 milliards en 2006 contre 109,1 milliards en 2005. Cette évolution est due, en partie, aux importantes annulations de dettes obtenues par le Sénégal auprès du Club de Paris après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en avril 2004. Le service contractuel de la dette extérieure des banques et des autres secteurs s'est également replié, passant de 97,8 milliards en 2005 à 83,9 milliards en 2006.

<u>Tableau I.6. Ratio du service de la dette par rapport aux exportations totales de biens</u>

(en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations totales de biens	743.357	730.551	797.411	832.441	833.471
Service contractuel de la dette extérieure	198.601	206.501	208.577	206.857	164.468
SERVICE DE LA DETTE /	26,7	28,3	26,2	24,8	19,7
EXPORTATIONS DE BIENS (%)					

#### LES PRINCIPAUX PAYS CLIENTS DU SENEGAL

Le continent africain (47,1%), en particulier les pays de la CEDEAO (39,0%), est la principale destination des exportations sénégalaises. Le marché européen, principalement l'Union Européenne, occupe la seconde place avec 27,3% des ventes extérieures du Sénégal. Les parts des continents asiatique et américain restent faibles et s'inscrivent en retrait, s'établissant respectivement à 9,7% et 1,0% contre 16,9% et 1,5% en 2005. L'évolution baissière des exportations sur le marché asiatique est liée aux faibles performances des Industries Chimiques du Sénégal qui écoulent la quasi-totalité de leur production d'acide phosphorique en Inde.

Le Mali (19,7%), la France (12,9%) et dans une moindre mesure, la Gambie (5,6%), la Guinée-Bissau (4,1%), la Guinée (2,9%) et la Côte d'Ivoire (2,7%) sont les principaux pays clients du Sénégal. Ces pays ont absorbé 47,9% des ventes extérieures du Sénégal en 2006 contre 39,6% en 2005.

S'agissant en particulier de la destination UEMOA, sa part dans les exportations totales du Sénégal a progressé, ressortant à 30,4% en 2006 contre 25,7% en 2005.

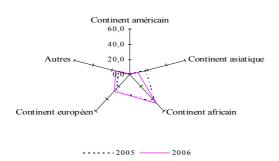
Le Mali, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau sont les principaux clients du Sénégal dans l'Union. Ces pays ont acquis au total 87,4% des exportations sénégalaises dans la zone en 2006 contre 86,8% en 2005. Les exportations vers le Mali, évaluées en 2006 à 161,0 milliards, ont augmenté de 12,2%. De même, les ventes en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau ont progressé respectivement de 17,6% et 64,2%. Elles sont ressorties en 2006 à 22,3 milliards pour la Côte d'Ivoire et 33,7 milliards pour la Guinée-Bissau contre respectivement 18,9 milliards et 20,5 milliards en 2005.

Au cours de l'année 2006, le Sénégal a essentiellement vendu au Mali des produits alimentaires (poissons et produits laitiers), du ciment, de l'engrais et des produits pétroliers. Les exportations en Côte d'Ivoire sont principalement constituées de produits halieutiques, de tabacs, d'engrais et de plastiques. Les ventes extérieures en Guinée Bissau sont dominées par les produits pétroliers et les produits pharmaceutiques.

## **Graphique 7**

## **Graphique 8**

#### Destination des produits du Sénégal



#### Principaux clients du Sénégal

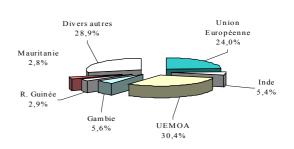


Tableau I.7. Orientation géographique des exportations

(en millions de F.CFA)

	200	3	2004	4	2005	5	200	)6
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	669.812	100	719.087	100	820.249	100	817.085	100
Union Européenne	199.661	29,8	202.556	28,2	201.781	24,6	196.100	24,0
- dont France	80.019	12	68.793	9,6	78.744	9,6	105.671	12,9
Etats-Unis	4.43	0,7	1.812	0,3	9.843	1,2	4.085	0,5
Japon	4.213	0,6	6.629	0,9	5.742	0,7	7.354	0,9
Inde	85.641	12,8	96.722	13,5	111.554	13,6	44.123	5,4
Chine	8.882	1,3	3.381	0,5	7.590	0,9	4.903	0,6
Thaïlande	1.385	0,2	1.162	0,2	1.640	0,2	817	0,1
CEDEAO	218.145	32,6	253.866	35,3	287.087	35,0	318.663	39,0
UEMOA	165.051	24,6	183.188	25,5	210.804	25,7	248.200	30,4
Bénin	19.007	2,8	13.38	1,9	8.202	1,0	6.209	0,8
Burkina faso	17.148	2,6	12.583	1,7	9.023	1,1	11.965	1,5
Côte d'Ivoire	35.741	5,3	23.826	3,3	18.866	2,3	22.179	2,7
Guinée-Bissau	15.777	2,4	24.452	3,4	20.506	2,5	33.677	4,1
Mali	66.869	10	97.363	13,5	143.544	17,5	161.023	19,7
Niger	1.827	0,3	1.993	0,3	3.281	0,4	3.214	0,4
Togo	8.682	1,3	9.592	1,3	8.202	1,0	9.898	1,2
AUTRES Etats CEDEAO	53.094	7,9	70.678	9,8	76.283	9,3	70.463	8,6
Dont Nigeria	1.022	0,2	4.109	0,6	820	0,1	3.268	0,4
Gambie	24.888	3,7	37.07	5,2	39.372	4,8	45.757	5,6
R. Guinée	17.508	2,6	21.054	2,9	23.787	2,9	23.695	2,9
Mauritanie	19.383	2,9	17.404	2,4	21.326	2,6	22.878	2,8
Autres clients	136.954	20,5	138.935	19,3	131.345	22,2	217.345	26,6
Continent américain	5.638	0,8	4.408	0,6	12.304	1,5	8.171	1,0
Continent asiatique	110.313	16,5		16,7	138.622	16,9	79.257	9,7
Continent africain	258.246	38,6	301.403	41,9	364.191	44,4	384.847	47,1
Continent européen	204.731	30,6	206.72	28,7	204.242	24,9	223.064	27,3
Autres	90.884	13,6	86.808	12,1	100.891	12,3	120.929	14,8

Source: ANSD / MEF - Commerce général (données ajustées - BCEAO).

## 1.1.2. Importations de biens

Les importations totales de biens (commerce général FOB ajusté) ont augmenté de 9,6% en 2006, s'établissant à 1.669,9 milliards contre 1.523,7 milliards un an plus tôt. Cette hausse sensible est imputable essentiellement à celle de la facture pétrolière et au renchérissement des biens intermédiaires et des « autres biens » importés.

<u>Tableau I.8. Importations de biens par rubriques</u> (en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Marchandises générales	1.102.795	1.192.182	1.309.439	1.517.071	1.664.083
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	10.142	3.472	4.170	2.293	577
Achats de biens dans les ports par	4.973	4.821	4.885	4.382	5.277
les transporteurs					
Total des importations de biens	1.117.910	1.200.475	1.318.494	1.523.746	1.669.937

<u>Tableau I.9. Evolution des importations de marchandises générales</u>

(en millions de F.CFA)

PRODUITS	2002	2003	2004	2005	2006
Produits alimentaires	321.246	349.740	352.355	441.664	355.967
Boissons, tabacs	26.683	32.634	24.719	28.157	31.894
Produits énergétiques	197.900	230.800	275.357	421.233	496.200
Graisses et huiles	33.128	56.627	58.429	58.507	62.046
Biens d'équipement	382.446	289.916	320.725	405.926	472.876
dont matériel de transport	145.419	92.556	84.128	147.534	136.834
machines et appareils	206.275	182.799	195.130	223.790	302.358
Autres biens de consommation	368.634	374.486	459.250	446.193	470.969
dont produits pharmaceutiques	46.912	45.513	71.179	65.166	71.123
articles manufacturés	81.960	76.614	95.468	99.762	272.809
Produits non classé ailleurs	69.004	57.383	26.272	48.137	27.802
Total (Commerce Général CAF non ajusté)	1.399.041	1.391.586	1.517.107	1.849.817	1.917.754
Ajust. de valeur	1.021	-8.507	-6.760	-14.021	-10.481
Ajust. de chronologie	-91.191	-6.460	-30.789	-30.000	-47618
Ajust. de champ couvert	-55.695	-21.867	8.441	-81.951	31.348
IMPORTATIONS TOTALES CAF	1.253.176	1.354.752	1.487.999	1.723.944	1.891.003

Source : ANSD/MEF

<u>Tableau I.10. Evolution des importations de marchandises ajustées</u>
(en milliards de F.CFA)

PRODUITS	2002		2003		2004		2005		2006	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Dec de Marcellon en Calcara	000.0	05.5	040.5	00.4	000.0	00.0	0.40.0	40.0	0.40.0	40.4
Produits alimentaires	308,9		400 4							
. Riz	130,4	10,4		9,3	120,0			-	122,5	-
. Blé	30,3	2,4		2,3		,			41,1	2,2
. Sucre	9,3	0,7	9,2	0,7	4,3	0,3	15,4	0,9	22,2	1,2
. Lait	24	2,0	31,1	2,3	36,7	2,5	46,2	2,7	54,1	2,9
. Autres	115	10,0	118,9	8,8	116,2	7,8	109,8	6,4	108,1	5,7
Produits pétroliers	198,1	15,8	247,2	18,2	278,5	18,7	431,6	25,0	460,8	24,4
. Pétrole brut	116,0			11,7	470.0			12,6		
. Produits raffinés	82,1	6,5		6,5		6,1	213,5	12,4	405,8	21,5
Biens intermédiaires*	328,0	26,1	361,5	26,7	408,1	27,4	414,1	24,0	426,2	22,5
Biens d'équipement . Camion et	321,2	25,5	310,4	22,9	311,8	21,0	378,9	22,0	472,9	25,0
camionnettes	79,2	6,3	98,9	7,3	79,3	5,3	83,1	4,8	120,4	6,4
. Autres machines –	185,1	14,7		. , , ,	,.	,-		.,.	,	<u> </u>
outil			183,8	13,6	191,1	12,8	261,2	15,2	302,4	16,0
. Autres	26,9	2,1	27,8	-	41,4				·	2,6
Autres Biens**	101,0	8,0	119,1	8,8	162,7	10.9	159,1	9,2	183,0	9,7
Total (Commerce			1 354,8	100,0		100,0	1 723,9	100,0		
Général CAF ajusté)		•	,	ŕ				•		•
Commerce Général FOB	1 102,8		1 192,2		1 309,4		1 517,1		1664,1	

<sup>\*</sup>matières premières animales et végétales, matières premières minérales, autres demi-produits

Sources: BCEAO - ANSD

Les importations de marchandises se sont établies à 1.664,1 milliards en 2006 contre 1.517,1 milliards en 2005, soit une hausse de 9,7% liée à l'accroissement des principales catégories de produits d'importation.

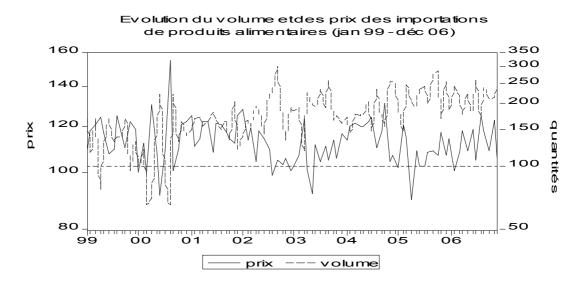
La facture de produits alimentaires importés, qui s'est établie à 348,0 milliards en 2006, a affiché une hausse de 2,3% due notamment à l'accroissement des approvisionnements en blé (14,5%), en produits laitiers (17,1%) et en sucre (44,2%). En effet, les quantités acquises de blé, de produits laitiers et de sucre ont augmenté respectivement de 9,3%, 12,3% et 22,1% alors que les cours ont progressé de 4,8% pour le blé, 4,2% pour le lait et 18,1% pour le sucre. En revanche, les importations de riz se sont repliées de 7,8% du fait d'une baisse de la demande (-7,0%) et, dans une moindre mesure, des prix d'acquisition (-0,9%). Cette évolution pourrait s'expliquer en partie par une baisse, entre 2005 et 2006, des réexportations vers le

<sup>\*\*</sup> y compris boissons et tabacs

Mali et la Guinée-Bissau (-23,7% en volume). L'offre locale de riz a enregistré, pour sa part, un repli de 34,2% au cours de la même période. Les acquisitions d'autres produits alimentaires ont également décru de 1,6%.

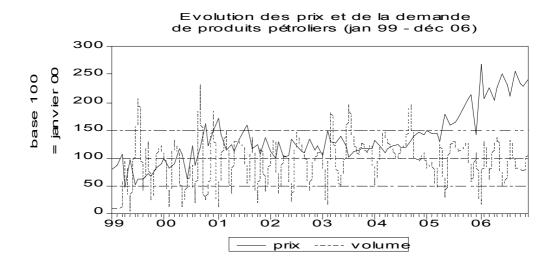
Les importations de produits alimentaires ont augmenté ces dernières années essentiellement sous l'effet d'une hausse de la demande. Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des volumes importés et des prix d'acquisition.

### **Graphique 9**



Les acquisitions de produits pétroliers ont, pour leur part, progressé de 6,8%. Les importations de pétrole brut se sont établies à 55,0 milliards en 2006 contre 218,1 milliards en 2005, soit une baisse de 74,8%. Cette évolution est due à l'arrêt de l'activité de raffinage par la SAR sur le second semestre de l'année 2006. En revanche, les achats de produits raffinés ont fortement progressé, passant de 213,5 milliards en 2005 à 405,8 milliards en 2006. Le graphique suivant retrace l'évolution de la demande et des prix des produits pétroliers.

#### **Graphique 10**



Le volume des approvisionnements en produits pétroliers, malgré une évolution en dents de scie due aux délais d'approvisionnement, a été plus stable que l'évolution des prix. En effet, les volumes importés ont fluctué autour de leur niveau de janvier 2000 (base 100) alors que les prix sont en progression continue depuis cette période. La hausse des prix s'est nettement accélérée à partir de 2005, pour atteindre des niveaux importants au cours de l'année 2006. Pour la période allant de janvier 2005 à décembre 2006, les quantités importées de produits pétroliers ont cru en moyenne de 1,5% par mois alors que les cours ont progressé au rythme moyen mensuel de 2,1%.

Les importations de biens intermédiaires se sont accrues de 2,9% en 2006, tandis que celles de biens d'équipement ont augmenté de 24,8% en liaison avec les grands travaux d'infrastructures publiques entrepris par l'Etat du Sénégal.

Les achats à l'extérieur des « autres biens » ont également augmenté de 15,0%, s'établissant à 183,0 milliards en 2006 contre 159,1 milliards en 2005.

En pourcentage du PIB, les importations de produits alimentaires et de produits pétroliers ont légèrement baissé, se situant à 16,8% en 2006 contre 17,0% en 2005, en raison notamment de la faible croissance de la facture alimentaire consécutive au repli des importations de riz de 7,8%.

Tableau I.11. Evolution des importations de produits pétroliers et de produits alimentaires en pourcentage du PIB

	(en	millions	de	F CFA)
۱	1011	11111110113	uc	1.01.71

PRODUITS	2002	2003	2004	2005	2006
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (données ajustées)	519.100	554.784	605.859	771.737	808.959
PIB	3.472.700	3.725.400	4.198.500	4.536.400	4.802.900
Importations de produits alimentaires et					
de produits pétroliers / PIB en %	14,9	14,9	14,4	17,0	16,8
(données ajustées)					

## Les principaux fournisseurs du Sénégal

L'Union européenne, principal partenaire du Sénégal, a consolidé ses parts de marché en fournissant 51,8% des marchandises achetées par le Sénégal à l'extérieur en 2006 contre 45,2% en 2005. La France reste le principal partenaire du Sénégal. Toutefois, sa part dans les achats du Sénégal en provenance de l'Union Européenne (UE) a fléchi de 50,4% en 2005 à 46,9% en 2006. Cette évolution révèle la tendance à une diversification des partenaires du Sénégal au sein de l'UE.

La part de l'Asie dans les importations du Sénégal a légèrement progressé, passant de 17,8% en 2005 à 18,0% en 2006. Les achats, provenant notamment de la Chine (4,3%), de la Thaïlande (4,0%), du Japon (2,8%) et de l'Inde (3,0%) sont constitués pour l'essentiel de riz et de produits électroniques.

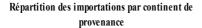
La part du continent africain s'est fortement effritée, ressortant à 15,0% en 2006 contre 21,2% l'année précédente. En Afrique, les principaux pays fournisseurs du Sénégal demeurent le

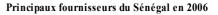
Nigeria et la Côte d'Ivoire, avec respectivement 3,2% et 3,1% des importations globales en 2006 contre 11,4% et 2,9% en 2005. La baisse de la part du Nigeria dans les importations totales est essentiellement imputable au repli des importations de pétrole brut par suite d'un arrêt prolongé des opérations de raffinage de la SAR. Les importations en provenance de l'UEMOA, encore faibles, se sont inscrites en hausse, passant de 51,7 milliards en 2005 à 108,3 milliards en 2006. Cette évolution semble cependant refléter davantage l'amélioration de la couverture statistique.

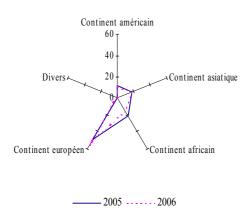
Le continent américain a vu sa part dans les acquisitions du Sénégal à l'extérieur baisser de 11,7% en 2005 à 11,0% en 2006. Les importations proviennent essentiellement des Etats-Unis, dont les ventes au Sénégal, évaluées à 60,5 milliards en 2006 contre 70,7 milliards en 2005, accusent cependant une légère baisse en valeur.

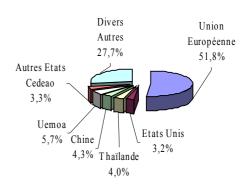
## **Graphique 11**

## **Graphique 12**









<u>Tableau I.12. Orientation géographique des importations</u>
(en millions de F.CFA)

	200		2004		2005		2006	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	1.391.59	100	1.518.29	100	1.723.944	100	1.891.003	100,0
Union Européenne	699.609	50,3	692.556	45,6	779.223	45,2	979.540	51,8
- dont France	342.656	24,6	368.056	24,2	393.059	22,8	459.514	<u>24,3</u>
Etats-Unis	50.093	3,6	43.893	2,9	70.682	4,1	60.512	3,2
Japon	33.626	2,4	39.838	2,6	31.031	1,8	52.948	2,8
Inde	30.616	2,2	21.56	1,4	46.546	2,7	56.730	3,0
Thaïlande	101.199	7,3	93.442	6,2	74.130	4,3	75.640	4,0
Chine	37.384	2,7	52.143	3,4	64.500	3,7	81.313	4,3
CEDEAO	229.953	16,5	241.375	15,9	258.592	15,0	170.896	9,0
UEMOA	56.176	4	56.263	3,7	51.718	<u>3,0</u>	108.349	<u>5,7</u>
Bénin	5.159	0,4	0.602	0	297	0,0	10.976	0,6
Burkina faso	0.024	1,7	0.032	0	50	0,0	1.409	0,1
Côte d'Ivoire	50.092	3,6	53.201	3,5	49.513	2,9	58.236	<u>3,1</u>
Guinée-Bissau	0.00	0	0.065	0	-	0,0	8.728	0,5
Mali	0.011	0	0.768	0,1	133	0,0	25.637	1,4
Niger	0.014	0	-	0	1	0,0	33	0,0
Togo	0.875	0,1	1.595	0,1	1.724	0,1	3.033	0,2
AUTRES Etats CEDEAO	173.777	12,5	185.112	12,2	206.873	12	62.547	3,3
Dont Nigeria	163.329	11,7	176.359	11,6	196.530	11,4	61.325	3,2
Gambie	0.00	0,3	0.106	0	934	0,1	10	0,0
R. Guinée	0.428	0	0.745	0	1.724	0,1	1.210	0,1
Mauritanie	0.02	0	0.296	0	792	0,0	296	0,0
Autres clients	246.478	17,7	385.339	25,4	398.448	26,9	413.128	21,8
Continent américain	125.415	9	146.519	9,7	201.701	11,7	208.010	11,0
Continent asiatique	266.731	19,2	292.209	19,2	306.862	17,8	340.381	18,0
Continent africain	290.951	20,9	315.995	20,8	365.476	21,2	283.650	15,0
Continent européen	705.539	50,7	760.093	50,1	846.457	49,1	1.049.507	55,5
Divers	2.958	0,2	3.483	0,2	3.448	0,2	9.455	0,5

Source: ANSD / MEF – Commerce général (données ajustées – BCEAO).

#### I.2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

Le solde déficitaire de la balance des services s'est détérioré de 2,2 milliards en 2006, s'établissant à -18,5 milliards contre -16,3 milliards en 2005. Cette évolution est attribuable essentiellement à l'accroissement des paiements au titre du fret, partiellement compensé par la hausse des recettes touristiques.

#### 1.2.1. Les transports

Composé du transport de passagers et de marchandises ainsi que de diverses autres activités connexes au transport, le poste « Transport » s'est dégradé en 2006, ressortant à -187,2 milliards contre -163,3 milliards une année auparavant. Cette évolution est due notamment aux dépenses d'expéditions de marchandises qui se sont alourdies, en liaison avec l'augmentation des importations.

Le poste « Transports de passagers » s'est également dégradé, ressortant à -2,9 milliards en 2006 contre un excédent de 6,6 milliards en 2005. Cette évolution est imputable au repli des recettes tirées des ventes de billets à l'extérieur qui ont baissé de 44,1 milliards en 2005 à 36,9 milliards en 2006.

En revanche, la rubrique «autres activités connexes» s'est améliorée, passant de -10,8 milliards en 2005 à -6,8 milliards en 2006.

<u>Tableau I.13. Evolution des transports</u> ( en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
Passagers	-34.197	-7.685	-3.343	6.611	-2.934
Fret (net)	-121.823	-131.335	-141.169	-159.060	-177.471
Autres	4.879	-3.858	-5.403	-10.848	-6.753
Solde	-151.141	-142.878	-149.915	-163.297	-187.158
IMPORTATIONS CAF	1.253.176	1.354.752	1.487.999	1.723.944	1.891.003
FRET/IMPORTATIONS CAF en %	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0

#### 1.2.2. Les voyages

L'excédent du poste « Voyages » est passé de 93,7 milliards en 2005 à 102,7 milliards en 2006, soit une hausse de 9,6% liée notamment au croît des recettes touristiques de 96,4 milliards en 2005 à 98,5 milliards en 2006 et au repli de 5,9 milliards des sorties au titre des dépenses de voyage.

<u>Tableau I.14. Evolution des voyages</u> (en millions de F.CFA)

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Voyages	101.946	89.019	81.606	93.733	102.697
-à titre professionnel	46.656	41.075	42.257	44.854	45.646
-à titre personnel	55.290	47.944	39.349	48.879	57.051

## 1.2.3. Les autres services

L'excédent des autres services s'est consolidé de 12,7 milliards, passant de 53,3 milliards en 2005 à 66,0 milliards en 2006, à la faveur principalement du dynamisme des sociétés de

téléphonie mobile. En effet, les services de communications sont ressortis à 54,3 milliards en 2006 contre 35,5 milliards en 2005. Les autres services fournis aux entreprises non compris les services nets d'assurance et de BTP sont également passés d'un déficit de 12,7 milliards en 2005 à un excédent de 5,9 milliards en 2006.

En revanche, l'excédent des services de BTP s'est fortement replié, ressortant à 8,1 milliards en 2006 contre 35,6 milliards une année auparavant. Cette situation est principalement liée à la baisse des ventes de services à l'étranger par des entreprises sénégalaises de BTP. Les recettes de BTP sont en effet passées de 40,8 milliards en 2005 à 24,5 milliards. Sur la même période, les dépenses ont augmenté de 11,1 milliards.

Tableau I.15. Evolution des autres services

(en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
Autres services	36.505	40.834	53.520	53.286	65.960
- Services BTP	6.040	20.736	37.995	35.583	8.130
- Services d'assurances	-29.337	-31.042	-32.766	-35.650	-32.296
dont assurances sur marchandises	-25.064	-27.095	-29.760	-34.480	-37.559
- Services fournis ou reçus par les administrations	34.464	32.936	29.075	30.643	29.959
- Services de communication	23.582	33.995	34.776	35.457	54.306
- Autres Services aux entreprises	1.756	-15.791	-15.560	-12.747	5.861

#### I.3. EVOLUTION DES REVENUS

Le déficit des revenus s'est amélioré de 14,5 milliards, s'établissant à -33,2 milliards en 2006 contre -47,8 milliards en 2005. Cette évolution est imputable notamment au repli des paiements au titre des intérêts sur la dette publique extérieure du fait des importantes annulations de dette obtenues par le Sénégal au cours des dernières années.

#### 1.3.1. Revenus du travail

Les revenus nets du travail, structurellement excédentaires ont légèrement progressé de 32,3 milliards en 2005 à 33,9 milliards en 2006. De même, la part des entrées au titre des revenus du travail dans les revenus nets totaux perçus au profit de l'économie sénégalaise affiche une hausse, s'établissant à 42,6% contre 34,7% une année auparavant.

#### 1.3.2. Revenus des investissements

Le solde des revenus d'investissements s'est amélioré de 12,9 milliards, se situant à -67,0 milliards en 2006 contre -80,1 milliards en 2005. Cette évolution est essentiellement imputable à celle des revenus des autres investissements, évalués à -17,8 milliards en 2006 contre -31,4 milliards en 2005 du fait notamment de la baisse des charges d'intérêts sur la dette publique extérieure qui passent de 30,0 milliards en 2005 à 22,6 milliards en 2006, suite aux importants allègements de dettes obtenus par le Sénégal au cours des dernières années. La part des intérêts sur la dette publique extérieure dans le total des revenus d'investissements s'est également inscrite en baisse, ressortant à 18,9% en 2006 contre 19,9% en 2005.

Le solde des revenus des investissements directs s'est amélioré de 5,5 milliards tandis que celui des revenus des investissements de portefeuille s'est détérioré de 6,0 milliards. L'amélioration, en 2006, du solde des revenus d'investissements directs est essentiellement liée à une baisse globale des sorties au titre des paiements de dividendes.

<u>Tableau I.16. Evolution des revenus du travail</u> (en millions de F.CFA)

		2002		2003			2004		2005			2006			
	С	D	S	С	D	S	С	D	S	С	D	S	С	D	S
Total des revenus	46.952	137.547	-90.595	69.389	148.521	-79.132	82.813	151.857	-69.044	109.136	156.931	-47.795	91.683	124.854	-33.171
Dont Revenus du travail	33.313	3.477	29.836	36.443	5.166	31.277	36.828	5 436	31.392	37.895	5.607	32.288	39.043	5.173	33.870
Revenus du travail /															
Total des revenus en	71,0			52,5			44,5			34,7			42,6		
%															

<u>Tableau I.17. Evolution des revenus des investissements</u>
(en millions de F.CFA)

		2002			2003			2004			2005		2006		
	С	D	S	С	D	S	С	D	S	С	D	S	С	D	S
Total des revenus des	12 620	134.070	-120.431	32.946	143.355	-110.409	45.985	146,421	-100.436	71.241	151.324	00 003	52.640	119.681	-67.041
investissements	13.039	134.070	-120.431	32.940	143.333	-110.409	45.565	140.421	-100.436	/ 1.241	151.324	-00.003	52.640	119.001	-67.041
. Revenus des	2.098	64.520	-62.422	21.204	70.772	-49.568	35.490	68.222	-32.732	59.014	91.231	-32.217	38.040	64.775	-26.735
investissements directs	2.030	04.020	-02.722	21.204	10.112	-43.500	33.430	00.222	-52.752	33.017	31.231	-02.217	30.040	04.773	-20.733
. Investissements de	5.587	17.279	-11.692	3.281	20.917	-17.636	4 466	25.481	-21.015	6.482	22.975	-16.493	6.078	28.577	-22.499
portefeuille	3.307	11.213	-11.032	3.201	20.317	-17.000	7 700	20.401	-21.013	0.402	22.313	-10.730	0.070	20.577	-22.433
. Autres investissements	5.954	52.271	-46.317	8.461	51.666	-43.205	6 029	52.718	-46.689	5.745	37.118	-31.373	8.522	26.329	-17.807
dont Intérêts sur la dette															
extérieure publique	-	47.505	-47.505	-	45.663	-45.663	-	47.318	-47.318	-	30.046	-30.046	-	22.601	-22.601
directe															
Intérêts sur la dette															
extérieure / Total des		25.4			24.0			20.2			40.0			40.0	
revenus des		35,4			31,9			32,3			19,9			18,9	
investissements (en %)															

#### I.4. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent des transferts courants, arrêté à 437,5 milliards en 2006, a augmenté de 39,9 milliards comparativement à son niveau de 397,6 milliards enregistré en 2005.

Cette évolution, observée en dépit du repli des flux d'aide en faveur du secteur officiel, est imputable aux transferts nets au profit des autres secteurs qui ont augmenté de 340,8 milliards en 2005 à 409,3 milliards en 2006, singulièrement sous la poussée des transferts nets de revenus des émigrés évalués à 399,5 milliards contre 332,2 milliards en 2005.

Les dons et autres concours officiels ont diminué, passant de 56,8 milliards en 2005 à 28,2 milliards en 2006. Ces transferts officiels couvrent notamment l'appui budgétaire des Pays-Bas (6,1 milliards), l'aide budgétaire accordée par l'Union Européenne (2,2 milliards), la Commission de l'UEMOA (1,9 milliard) ainsi que les fonds mobilisés auprès des Agences de l'organisation des Nations Unies (10,5 milliards). S'agissant des accords de pêche avec l'Union Européenne, aucun montant n'a été mobilisé en 2006 contre un niveau de 8,5 milliards en 2005.

<u>Tableau I.18. Evolution des transferts courants</u> (en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts courants des Adm. Publ.	64.750	67.283	64.269	56.795	28.166
Transferts courants des Autres secteurs	192.177	241.013	269.609	340.789	409.300
dont envois de fonds des travailleurs	182.859	232.496	262.371	332.233	399.517
Total des transferts courants	256.927	308.296	333.878	397.584	437.466

## II. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital, les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

#### II.1. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL

#### 2.1.1. Evolution de la balance des transferts de capital

L'excédent des transferts de capital est passé de 105,6 milliards en 2005 à 1.199,9 milliards en 2006. Cette évolution reflète notamment les allègements de dette obtenus par le Sénégal dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement. Il y a lieu de rappeler que ces Institutions ont annulé en dehors des échéances courantes respectivement 64,7 milliards, 841,1 milliards et 163,9 milliards de leurs créances sur le Sénégal.

#### ENCADRE : INITIATIVE D'ALLEGEMENT DE LA DETTE MULTILATERALE (IADM)

En juin 2005, le Groupe des huit pays les plus industrialisés (G8) a proposé l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) visant l'annulation par trois Institutions multilatérales, à savoir le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Africaine de Développement (BAD), de la totalité de leurs créances sur les pays pauvres très endettés ayant atteint ou qui sont en voie d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays Pauvres très Endettés (IPPTE). L'objectif est de mobiliser des ressources en faveur de ces pays afin de les aider à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), tout en préservant la capacité de financement des Institutions Financières Internationales. Le Sénégal qui a atteint le point d'achèvement de l'IPPTE en 2004 a pu bénéficier de l'IADM en 2006.

Le FMI a procédé, à compter du 6 janvier 2006, à l'annulation de la totalité de l'encours des dettes contractées à son égard avant le 31 décembre 2004, par les pays qui ont atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE et ceux dont le revenu annuel par habitant est inférieur ou égal a 380 dollars US. Ces allégements de dette seront financés sur ses ressources propres provenant des ventes d'or et des contributions bilatérales administrées par le FMI. Le montant total de la remise s'élève à 85,9 milliards pour le Sénégal.

Pour la Banque Mondiale, la dette concernée est celle contractée avant fin décembre 2003. A cet égard, le montant total de l'annulation que la Banque Mondiale a consentie au Sénégal s'élève à 854,9 milliards.

Le Groupe de la Banque Africaine de Développement a retenu le 04 septembre 2006 comme date de prise d'effet de l'IADM et le 31 décembre 2004 comme date butoir pour l'estimation du coût pour la BAD. Ainsi, le Sénégal a bénéficié de 172 milliards d'annulation de dette auprès de la BAD.

En matière de comptabilisation en balance des paiements, l'annulation de la dette est enregistrée en une seule fois au titre de l'année de matérialisation de la décision (2006). La transaction est traitée comme un remboursement de prêt, se traduisant par une baisse des engagements extérieurs du pays bénéficiaire. L'équilibre de la balance des paiements de l'année 2006 est assurée par une écriture de contrepartie au poste transferts de capital, à concurrence du montant de l'annulation.

Dans la présentation analytique de la BCEAO, la baisse des engagements vis-à-vis du FMI est enregistrée au bas de la balance des paiements. A cet égard, seule l'annulation du FMI aura un impact sur le solde de la balance des paiements présentée selon l'optique BCEAO.

Au niveau de la position extérieure globale, qui retrace l'état du stock des avoirs et des engagements monétaires et financiers d'une économie vis-à-vis du reste du monde à une date donnée, l'encours de la dette publique devra baisser de la valeur de la totalité de la remise, dans sa composante « engagements des administrations publiques ». L'annulation de la dette aura ainsi comme conséquence, toutes choses égales par ailleurs, l'amélioration de la position extérieure globale de l'économie.

En ce qui concerne les dons projets, ils sont passés de 63,4 milliards en 2005 à 78,5 milliards en 2006. Ces concours ont été mobilisés principalement auprès de l'USAID (11,2 milliards), du FED (13,3 milliards) ainsi que de la France (9,3 milliards), de l'Allemagne (15,4 milliards) et de la Belgique (4,1 milliards).

Les transferts de capital des autres secteurs ont progressé de 5,7 milliards en 2005 à 6,5 milliards en 2006.

<u>Tableau II.1. Evolution des transferts de capital</u>
(en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts de capital des APU	82.540	80.836	392.013	99.963	1.193.354
Remises de dette	22.025	20.700	322.113	36.598	1.114.900
Autres transferts	60.515	60.136	69.900	63.365	78.454
Transferts de capital des autres	5.910	6.780	4.425	5.672	6.504
secteurs					
Total des Transferts de capital	88.450	87.616	396.438	105.635	1.199.858

Il y a lieu de noter que les remises de dette sont traitées comme un transfert de capital en contrepartie d'une écriture qui correspond à la réduction du passif (prêt) au compte d'opérations financières. Seule l'échéance de la période comptable en cours sera inscrite sous la rubrique financement exceptionnel.

## 2.1.2. Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits

Ce poste enregistre des transactions relatives aux actifs corporels qui sont utiles ou indispensables pour la production de biens et de services, mais qui n'ont pas été produits euxmêmes (terre, ressources du sous-sol, etc.) et aux actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

Bien qu'en nette progression par rapport aux années précédentes, un faible montant, soit une valeur de 1.864 millions de FCFA a été enregistrée en 2006, au titre des acquisitions d'actifs non financiers non produits contre 409 millions en 2005.

#### II.2. EVOLUTION DU COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

## 2.2.1. Evolution des opérations financières (présentées dans l'optique des composantes standard)

Le solde du compte d'opérations financières est passé d'un excédent de 247,9 milliards en 2005 à un déficit de 752,7 milliards en 2006, du fait principalement de la hausse des « autres investissements » (investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille).

Les investissements directs nets sont passés de 27,6 milliards en 2005 à 110,0 milliards en 2006, soit plus qu'un triplement dû notamment au repli des pertes des ICS (et subséquemment de la part supportée par les investisseurs étrangers), à l'augmentation de capital de la Citibank et aux investissements réalisés dans le cadre de la préparation du sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique. Les pertes des ICS, supportées par des non-résidents, sont passées de 33,8 milliards en 2005 à 10,0 milliards en 2006.

Le déficit des investissements de portefeuille est ressorti à 35,0 milliards en 2006 contre 2,3 milliards en 2005. Cette évolution résulte d'une baisse des engagements notamment dans le secteur bancaire.

Les autres investissements nets sont évalués à -830,2 milliards en 2006 contre 229,4 milliards en 2005. Cette évolution est due notamment à l'enregistrement conformément à la méthode standard des annulations de dette (1.114,9 milliards) obtenus dans le cadre de l'IADM comme un remboursement anticipé de la dette publique extérieure, compensé par un transfert sans contrepartie de même montant. En effet, les engagements contractuels du Sénégal au titre de la dette publique extérieure ont été réduits de 1.082,9 milliards en 2006 contre 79,1 milliards en 2005, à la suite de l'effacement d'une partie de l'encours de la dette par la Banque Mondiale et la BAD. Par ailleurs, en 2006, l'Etat a mobilisé 24,0 milliards auprès de la Banque Mondiale et de la BAD au titre de l'assistance budgétaire contre 21,0 milliards en 2005. Le Sénégal a également obtenu d'importantes ressources au titre des prêts-projets (108,5 milliards contre 132,5 milliards en 2005) notamment auprès de la Banque Mondiale / IDA (47,7 milliards), de la BAD/FAD (12,7 milliards) et de la Banque Islamique de Développement (24,4 milliards).

Les engagements au titre des crédits fournisseurs des autres secteurs ont progressé de 55,2 milliards en 2005 à 96,8 milliards en 2006. Les emprunts nets (nouveaux tirages moins remboursements) des autres secteurs ont également augmenté de -4,6 milliards en 2005 à 31,4 milliards en 2006.

Les détails du financement exceptionnel inclus dans les autres investissements figurent dans les renseignements complémentaires fournis à la page 33 sur le poste « transfert de capital » et les « autres investissements ».

S'agissant des avoirs de réserve de la Banque Centrale, ils se sont détériorés de 2,5 milliards en 2006 contre une amélioration 6,7 milliards en 2005.

<u>Tableau II.2. Evolution du compte d'opérations financières</u> (en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
- Investissements directs	30.693	28.965	33.792	27.592	110.031
- Investissements de portefeuille	-28.121	-25.263	-24.685	-2.331	-35.009
- Autres investissements	172.923	164.301	-61.641	229.371	-830.242
- Avoirs de réserve	-64.423	-10.328	-81.692	-6.711	2.497
Total des opérations financières	111.072	157.675	-134.226	247.921	-752.723

## 2.2.2. Evolution des opérations financières recalculées dans l'optique de présentation habituelle de la BCEAO

## 2.2.2.1. Evolution des opérations financières

Le solde des opérations financières, établi selon l'optique de présentation traditionnelle de la BCEAO, qui distingue les capitaux non monétaires des capitaux monétaires ou mouvements d'avoirs extérieurs nets du système bancaire, s'établit à -653,7 milliards en 2006 contre 233,9 milliards en 2005.

<u>Tableau II.3. Evolution des opérations financières (selon l'optique habituelle de la BCEAO)</u>

en millions de F.CFA

	2002	2003	2004	2005	2006
<ul> <li>Investissements directs</li> </ul>	30.639	28.965	33.792	27.592	110.031
<ul> <li>Investissements de portefeuille</li> </ul>	2.063	12.816	-14.712	14.418	-3.383
<ul><li>Autres investissements*</li></ul>	190.014	171.881	-46.893	191.848	-760.322
Total des opérations Financières	222.770	213.662	-27.813	233.858	-653.674

<sup>\*</sup> non compris les avoirs et les engagements du système monétaire

En tenant compte du solde courant et de l'ensemble des capitaux non monétaires et des erreurs et omissions nettes, la balance des paiements dégage un excédent de 99,0 milliards en 2006 contre un déficit de 14,1 milliards en 2005.

## 2.2.2.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques de dépôts : le solde monétaire

En 2006, l'incidence des transactions extérieures sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire a été globalement positive aussi bien pour la Banque Centrale que pour les banques de dépôts.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont en effet améliorés de 83,8 milliards et ceux des banques commerciales de 15,2 milliards.

En intégrant la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale affichent une hausse de 84,8 milliards.

#### Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 503,6 milliards en 2005 à 588,4 milliards en 2006, soit une amélioration (compte non tenu des contreparties de réévaluation) de 83,8 milliards résultant du dégonflement des engagements de 86,3 milliards, atténué par le repli des avoirs de 2,5 milliards.

En effet, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 663,8 milliards en 2005 à 661,3 milliards en 2006, traduisant un sensible repli (7,6 milliards) de la position de réserve, insuffisamment compensé par l'amélioration de la position créditrice du Sénégal au compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale. Cette position au compte des disponibilités extérieures est passée de 656,6 milliards à 661,8 milliards tandis que la position de réserve est ressortie à -2,1 milliards en 2006 contre 5.5 milliards en 2005.

Les engagements extérieurs de la Banque Centrale ont baissé de 160,2 milliards à 72,9 milliards, soit un repli de 87,3 milliards attribuable principalement aux allègements de dette obtenus auprès du FMI dans le cadre de la mise en oeuvre de l'IADM. Le recours au crédit du FMI est ainsi passé d'un encours de 82,5 milliards en 2005 à 12,9 milliards en 2006. De même, les engagements à l'égard des correspondants bancaires étrangers et les autres dépôts des non-résidents ont fléchi respectivement de 61,9 milliards et 13,9 milliards en 2005 à 55,6 milliards et 3,4 milliards en 2006.

En définitive, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels (+84,8 milliards) la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI, soit 971,7 millions, l'amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale liée à des transactions réelles est ressortie à 83,8 milliards en 2006.

<u>Tableau II.4. Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale</u>

(en millions de F.CFA)

	2002	2002	2004	2005	2006	VARIATION
	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2005
AVOIRS	403.645,2	577.346,8	658.924,0	663.776,5	661.279,3	-2.497,2
. Position de réserve	1.339,9	1.208,1	1.220,2	5.548,9	-2.066,7	-7.615,6
. DTS détenus	6.164,8	5.791,8	3.750,6	765,1	27,9	-737,2
. Avoirs en devises	2.353,6	1.410,8	997,7	812,2	1.529,7	717,5
Pos.Créd.Dispon.Ext	393.786,8	568.936,1	652.955,5	656.652,3	661.788,4	5.136,1
ENGAGEMENTS	243.805,8	206.390,2	168.857,3	160.223,2	72.925,3	-87.297,9
. Recours au crédit du Fonds	171.489,3	131.544,6	104.802,7	82.486,6	12.985,2	-69.501,4
. Banques et Institutions	59.064,6	53.430,0	49.140,0	61.991,9	55.641,2	-6.350,7
étrangères . Engagements en monnaies	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
étrangères . Autres dépôts étrangers	7.914,2	20.409,1	6.123,9	13.989,8	3 373 6	-10.616,2,
. Transferts à exécuter	4.918,2	1				
. Ajustements (encaisses	419,5	1		:		·
détenues par des non-résidents)	, , ,	, , ,	, ,	,-	, -	-,-
AVOIRS NETS	159.914,1	370.956,6	490.066,7	503.553,3	588.354,0	84.800,7
Contrepartie de réévaluation	2.187,5	16.430,6	2.305,8	231	971,7	

# Evolution des avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts et autres institutions monétaires

La position extérieure nette des banques de dépôts s'est améliorée de 15,2 milliards, sous l'effet principalement d'une hausse des avoirs extérieurs bruts de 67,0 milliards, atténuée par celle des engagements de 51,8 milliards.

Tableau II.5. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des banques

de dépôts et autres institutions monétaires

- Evolution des avoirs extérieurs nets globaux

(en millions de F.CFA)

	2001	2002	2003	2005	2006	variation 2006/2005
AVOIRS	217.468	260.586	295.625	296.567	363.590	67 023
. Banques . Autres institutions monétaires	217.468	260.586	295.625	296.567	363.590	
ENGAGEMENTS . Banques . Autres institutions monétaires	158.094 158.094		221.181 221.181	251.281 251.281	303.084 303.084	
Position monétaire extérieure	59.724	84.967	74.444	45.286	45.286	15.220

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets globaux :

<u>Tableau II.6. Evolution des avoirs extérieurs nets</u> (en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
1. VARIATIONS DES AEN DES	43.665,0	25.597	-10.523	-29.158	15.220
BANQUES ET AUTRES					
INSTITUTIONS MONETAIRES . (Variation globale)	43.665,0	25.597	-10.523	-29.429	15.220
. (Contrepartie des réévaluations)		-	-	-	-
2. VARIATION DES AEN DE LA	68.033,0	30.390	116.936	15.095	83.829
BANQUE CENTRALE . (Variation globale)	70.220,5	56.821	119.242	15.326	84.800,7
,	,				
. (Contrepartie des réévaluations)	-2.187,5	-16.431	-2.306	-231	-971,7
SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE	111.698,0	55.987	106.413	-14.063	99.049
DES PAIEMENTS (1+2)					

## III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale du Sénégal (PEG) s'est fortement améliorée en 2006, s'établissant à -861,8 milliards contre –1.998,6 milliards en 2005. Cette évolution reflète essentiellement une baisse des engagements extérieurs du Sénégal.

En effet, les engagements extérieurs sont passés de 3.123,1 milliards en 2005 à 2.190,6 milliards en 2006, à la faveur des importants allègements de dette obtenus dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale. Ainsi, les autres investissements s'établissent à 1.806,1 milliards en 2006 contre 2.775,0 milliards en 2005. Le stock d'investissements directs du Sénégal a également augmenté de 38,4 milliards tandis que le celui des investissements de portefeuille s'est inscrit en retrait de 2,0 milliards en 2006, ressortant à 146,9 milliards contre 148,9 milliards l'année précédente.

S'agissant des avoirs détenus à l'étranger, ils ont progressé de 204,3 milliards, passant de 1124,5 milliards en 2005 à 1.328,8 milliards en 2006, du fait principalement des autres investissements (181,4 milliards), des investissements de portefeuille (19,4 milliards) et des investissements directs (8,0 milliards).

L'encours de la dette extérieure publique, arrêté à 864,4 milliards en 2006 contre 1.952,8 milliards en 2005, constitue l'essentiel des engagements. Sa part dans les engagements globaux a diminué de 62,5% en 2005 à 39,5% en 2006.

#### IV. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES REQUIS SUR CERTAINS POSTES

#### LE FINANCEMENT EXCEPTIONNEL

Le financement exceptionnel, inclus dans les postes retraçant les transferts de capital (remise de dettes) et les autres investissements (rééchelonnements, arriérés...), en application des instructions de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements, est retracé cidessous pour mémoire.

Tableau IV.1. Evolution du financement exceptionnel

(en millions de F.CFA)

	2002	2003	2004	2005	2006
I – Transferts - Remises de dettes II – Autres investissements -	<b>22.025</b> 22.025 <b>54.824</b>	<b>20.700</b> 20.700 <b>62.000</b>	<b>45.500</b> 45.500 <b>46.200</b>		38.760
Engagements  1. Economies sur rééchelonnement Dont - principal - intérêts  2. Club de Paris différé « post-cut-off-	43.234 33.623 9.611 11.590	38.700 33.200 5.500 23.300	31.600 27.600 4.000 14.600	33.020 29.340 3.680	3.200
date » 3. Différé de paiement 4. Variation des arriérés I + II (Total financement exceptionnel)	76.849	82.700	91.700	63.320	42.160

# <u>Tableau IV.2. RECONCILIATION : IFS – BALANCE DES PAIEMENTS</u> <u>AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE en 2006</u>

(en millions de F.CFA)

I – AVOIRS EXTERIEURS selon I.F.S. ligne 11	664.500,0
. Ajustements	-2.711,6
TOTAL DES AVOIRS – BALANCE DES PAIEMENTS	661.788,4
II – ENGAGEMENTS EXTERIEURS selon I.F.S. lignes 16 C . Fond Fiduciaire . Recours au crédit du FMI . selon IFS (1)	72.000,0
. selon Balance des paiements . Ajustements	12.985,2 925,3
TOTAL DES ENGAGEMENTS – BALANCE DES PAIEMENTS	72.925,3

(1) I.F.S. ligne 2 t l encours en fin de période x cours DTS en fin de période

# <u>Tableau IV.3. RECONCILIATION : STATISTIQUES MONETAIRES – BALANCE DES PAIEMENTS</u>

# AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES en 2006

(en millions de F.CFA)

I – AVOIRS EXTERIEURS	364.921
Données FISEC corrigées	
Statistiques Monétaires	
. Valeur à l'encaissement non disponible	-11.165
. Dépôts et cautionnements	37
. Débiteurs divers	3.248
. Billets externes UMOA	5.854
. Ajustements	389
TOTAL DES AVOIRS – BALANCE DES PAIEMENTS	363.284
II – ENGAGEMENTS EXTERIEURS	154.705
Données FISEC corrigées	
Statistiques Monétaires	
. Comptes exigibles après encaissement	-15.773
. Versements restant à effectuer sur titres de placement	0
. Créditeurs divers	7.876
. Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0
. Dépôts des émigrés Sénégalais	155.567
. Ajustements	709
TOTAL DES ENGAGEMENTS - BALANCE DES PAIEMENTS	303.084

## **ANNEXES**

Annexe 1 : Balance des paiements (présentation optique BCEAO)

Code	Intitules	Crédit	Débit	Net
4993	Compte des transactions courantes	1 854 842	2 305 514	-450 672
4100	Biens	833 471	1 669 937	-836 466
4110	.Marchandises générales	817 086	1 664 083	-846 997
4120	.Autres biens	16 385	5 854	10 531
4200	Services	420 569	439 070	-18 501
4205	Transports	59 071	246 229	-187 158
4203	- dont fret	11 922	189 393	-177 471
4236	.Voyages	130 877	28 180	102 697
4291	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	47 823	17 864	29 959
4298	.Autres services	182 798	146 797	36 001
4300	Revenus	91 683	124 854	-33 171
4310	.Rémunération des salariés	39 043	5 173	33 870
4320	.Revenus des investissements	52 640	119 681	-67 041
4305	- dont intérêts sur dette publique		23 536	-23 536
4379	Transferts courants	509 119	71 653	437 466
4380	.Administrations publiques	50 392	22 226	28 166
4390	.Autres secteurs	458 727	49 427	409 300
4997	Compte de capital et d'opérations financières	1 820 439	1 276 119	544 320
4400	.Transferts de capital	1 199 858		1 199 858
4401	. Administrations publiques	1 193 354		1 193 354
4402	. Remises de dettes	1 114 900		1 114 900
4410	. Autres	78 454		78 454
4430	. Autres secteurs	6 504		6 504
4480	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	1 864	-1 864
4500	Investissements directs	185 760	75 729	110 031
4505	.De l'économie à l'étranger	2 153	7 325	-5 172
4555	.De l'étranger dans l'économie	183 607	68 404	115 203
4599	Investissements de portefeuille	2 053	5 436	-3 383
4601	.De l'économie à l'étranger	1 039	1 055	-16
4651	.De l'étranger dans l'économie	1 014	4 381	-3 367
4699	Autres investissements	432 768	1 193 090	-760 322
4701	.De l'économie à l'étranger	70 139	48 958	21 181
4713	. Administrations publiques	622	435	187
4728	Autres secteurs	69 517	48 523	20 994
4751	.De l'étranger dans l'économie	362 629	1 144 132	-781 503
4=00	Administrations publiques	134 569	1 082 946	-948 377
4763	. Administrations publiques	134 309	1 002 340	-3 <del>-1</del> 0 311

	Pour mémoire			
4920	Financements exceptionnels	42 160		42 160
4931	.Rééchelonnements	0		0
4922	.Remises de dettes	42 160		42 160
4932	.Total des arriérés			
4948	.Autres			
4998	Erreurs et omissions nettes	268 002	262 601	5 401
4990	Solde global	3 943 283	3 844 234	99 049
4702	Avoirs et engagements extérieurs	214 505	313 554	-99 049
4705	.Autorités monétaires	18 283	102 112	-83 829
4716	. Avoirs	8 353	5 856	2 497
4782	. Engagements	9 930	96 256	-86 326
	Pour mémoire			
4805	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	6 163	2	6 161
4735	.Banques	196 222	211 442	-15 220
4729	. Avoirs	114 180	181 203	-67 023
4779	. Engagements	82 042	30 239	51 803

Annexe 2 : Balance des paiements (présentation standard)

Code	Intitules	Crédit	Débit	Net
4993	Compte des transactions courantes	1 854 842	2 305 514	-450 672
4100	Biens	833 471	1 669 937	-836 466
4110	.Marchandises générales	817 086	1 664 083	-846 997
4150	Biens importés ou exportés pour transformation			
4151	Biens transformés à l'étranger			
4152	. Biens transformés dans l'économie			
4160	.Réparations de biens	11	577	-566
4170	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	16 374	5 277	11 097
4171	. Dans les ports maritimes	2 304		2 304
4172	. Dans les aéroports	14 070	5 277	8 793
4173	Dans d'autres ports	11010	0 2	0.00
4180	Or non monétaire			
4181	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4182	Détenu à d'autres fins			
7102	. Deterio a dauties inis			
4200	Services	420 569	439 070	-18 501
4205	Transports	59 071	246 229	-187 158
4206	. Transports maritimes	328	186 000	-185 672
4207	. Passagers	0	0	100 072
4208	. Fret	0	186 000	-186 000
4209	. Autres	328	0	328
4210	. Transports aériens	42 447	59 019	-16 572
4211	. Passagers	36 885	44 193	-7 308
4211	. Fret	0	2 183	-7 300 -2 183
4213	. Autres	5 562	12 643	-2 183 -7 081
4213 4214		16 296	1 210	15 086
	.Autres transports	4 374	0	4 374
4215	Passagers			
4216	. Fret	11 922	1 210	10 712
4217	. Autres	0	0 400	400.007
4236	.Voyages	130 877	28 180	102 697
4237	. Voyages à titre professionnel	51 106	5 460	45 646
4238	. Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4239	. Autres	51 106	5 460	45 646
4240	. Voyages à titre personnel	79 771	22 720	57 051
4241	. Pour raisons de santé	93	11	82
4242	. A but éducatif	589	8 471	-7 882
4243	. A d'autres fins	79 089	14 238	64 851
4245	Services de communication	73 848	19 542	54 306
4249	. Services de bâtiment et travaux publics	24 515	16 385	8 130
4253	.Services d'assurances	5 805	38 101	-32 296
4254	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4255	. Assurance du fret	0	37 559	-37 559
4256	. Autres assurances directes	1 041	484	557
4257	. Réassurance	3 387	58	3 329
4258	. Services auxiliaires	1 377	0	1 377
4260	.Services financiers	3 789	2 997	792
4262	.Services d'informatique et d'information	1 780	5 333	-3 553

4266	.Redevances et droits de licence	4	2 760	-2 756
4268	.Autres services aux entreprises	72 847	61 082	11 765
4269	. Négoce international et autres services liés au commerce	3 183	120	3 063
4270	. Négoce international	3 183	120	3 063
4271	. Autres			
4272	. Location-exploitation	2 630	4 722	-2 092
4273	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	67 034	56 240	10 794
4274	. Services juridiques, de compta., conseil en gest., de relations p.			
4275	. Services juridiques			
4276	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal			
4277	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			
4278	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion	1 431	1 011	420
4279	. Recherche et développement	0	61	-61
4280	. Architecture, ingénierie et autres services techniques			
4281	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			
4282	. Traitement des déchets et dépollution			
4283	. Autres			
4284	. Autres services			
4285	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4287	. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	210	597	-387
4288	. Services audiovisuels et connexes	0	591	-591
4289	. Autres	210		210
4291	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	47 823	17 864	29 959
4292	. Ambassades et consulats	26 410	15 972	10 438
4293	. Unités et organismes militaires			
4294	. Autres	21 413	1 892	19 521
4300	Revenus	91 683	124 854	-33 171
4310	.Rémunération des salariés	39 043	5 173	33 870
4320	.Revenus des investissements	52 640	119 681	-67 041
4330	. Investissements directs	38 040	64 775	-26 735
4331	. Revenus des titres de participation	38 009	63 851	-25 842
4332	. Dividendes et bénéfices distribués	9 667	44 737	-35 070
4333	. Bénéfices réinvestis	28 342	19 114	9 228
4334	. Revenus des titres de créance	31	924	-893
4339	. Investissements de portefeuille	6 078	28 577	-22 499
4340	. Revenu des titres de participation	196	19 517	-19 321
4341	. Autorités monétaires			
4342	. Administrations publiques			
4343	. Banques	183	612	-429
4344	. Autres secteurs	13	18 905	-18 892
4349	. Revenus des titres de créance	5 882	9 060	-3 178
4350	. Obligations et autres titres d'emprunt	5 102	9 060	-3 958
4351	. Autorités monétaires			
4352	. Administrations publiques	0	935	-935
	. Banques	5 102	190	4 912
4353	i. Danques			
	. Autres secteurs	0	7 935	-7 935
4353 4354 4360	·		7 935	-7 935 780

4362	. Administrations publiques			0
4363	. Banques	780	0	780
4364	. Autres secteurs	700	- U	700
4370	. Autres investissements	8 522	26 329	-17 807
4371	. Autorités monétaires	2 375	0	2 375
4372	. Administrations publiques	0	22 601	-22 601
4372	. Banques	5 903	1 321	4 582
4373	. Autres secteurs	244	2 407	-2 163
4374	. Autres secteurs	244	2 407	-2 103
4379	Transferts courants	509 119	71 653	437 466
4380	.Administrations publiques	50 392	22 226	28 166
4390	.Autres secteurs	458 727	49 427	409 300
4391	. Envois de fonds des travailleurs	444 758	45 241	399 517
4392	. Autres transferts	13 969	4 186	9 783
4332	. Autres transferts	13 909	4 100	9 103
4996	Compte de capital et d'opérations financières	2 034 944	1 589 673	445 271
4994	Compte de capital	1 199 858	1 864	1 197 994
4400	.Transferts de capital	1 199 858		1 199 858
4401	. Administrations publiques	1 193 354		1 193 354
4402	. Remises de dettes	1 114 900		1 114 900
4410	. Autres	78 454		78 454
4430	. Autres secteurs	6 504		6 504
4431	. Transferts des migrants			0
4432	. Remises de dettes	0		0
4440	. Autres transferts	6 504		6 504
4480	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	1 864	-1 864
4995	Compte d'opérations financières	835 086	1 587 809	-752 723
4500	Investissements directs	185 760	75 729	110 031
4505	.De l'économie à l'étranger	2 153	7 325	-5 172
4506	. Capital social et bénéfices réinvestis	63	2 833	-2 770
4510	. Capital social	63	2 761	-2 698
4525	. Bénéfices réinvestis		72	-72
4530	. Autres transactions	2 090	4 492	-2 402
4535	. Créances sur les entreprises apparentées	1 503	2 660	-1 157
4540	. Engagements envers les entreprises apparentées	587	1 832	-1 245
4555	.De l'étranger dans l'économie	183 607	68 404	115 203
4556	. Capital social et bénéfices réinvestis	173 904	32 442	141 462
4560	. Capital social	154 790	4 172	150 618
4575	. Bénéfices réinvestis	19 114	28 270	-9 156
4580	. Autres transactions	9 703	35 962	-26 259
4585	. Créances sur les investisseurs directs	818	10 008	-9 190
4590	. Engagements envers les investisseurs directs	8 885	25 954	-17 069
4600	Investissements de portefeuille	90 661	125 670	-35 009

4610	. Titres de participation	1 019	104	915
4611	. Autorités monétaires	1 010		0.0
4612	. Administrations publiques			0
4613	. Banques	80	0	80
4614	. Autres secteurs	939	104	835
4619	. Titres de créances	76 306	105 143	-28 837
4620	Obligations et autres tittres d'emprunt	63 806	53 489	10 317
4621	. Autorités monétaires	35 555	00 100	10 0 17
4622	. Administrations publiques	0	500	-500
4623	. Banques	63 706	52 579	11 127
4624	. Autres secteurs	100	410	-310
4630	. Instruments du marché monétaire	12 500	51 611	-39 111
4631	. Autorités monétaires	12 000	01011	00 111
4632	. Administrations publiques			0
4633	. Banques	12 500	51 610	-39 110
4634	. Autres secteurs	0	1	-33 110
4640	. Dérivés financiers	U U	43	-43
4641	. Autorités monétaires		75	<del>-1</del> 3
4642	. Administrations publiques			0
4643	. Banques	0	3	2
4644	. Autres secteurs	0	40	-3 -40
4044	. Autres secteurs		40	<del>-4</del> 0
4652	. Engagements	13 336	20 423	-7 087
4660	. Titres de participation	959	1 151	-192
4663	. Banques		592	-592
4664	. Autres secteurs	959	559	400
4669	. Titres d'engagement	12 377	19 272	-6 895
4670	. Obligations et autres titres d'emprunt	10 322	19 218	-8 896
4671	. Autorités monétaires			0
4672	. Administrations publiques			0
4673	. Banques	10 322	15 450	-5 128
4674	. Autres secteurs	0	3 768	-3 768
4680	. Instruments du marché monétaire	2 000	45	1 955
4681	. Autorités monétaires	2 000	10	0
4682	. Administrations publiques			0
4683	. Banques	2 000	0	2 000
4684	. Autres secteurs	2 000	45	<u>-45</u>
4690	. Dérivés financiers	55	9	46
4691	. Autorités monétaires	33	3	
4692	. Administrations publiques			
4693	. Banques	0		0
4694	. Autres secteurs	55	9	46
4094	. Autres secteurs	33	9	40
4700	Autres investissements	550 312	1 380 554	-830 242
4703	. Avoirs	108 033	125 969	-17 936
4706	. Crédits commerciaux	45 487	41 239	4 248
4707	. Administrations publiques	45 407	71 233	7 240
4707	. Long terme			0

4709	. Court terme			0
4710	. Autres secteurs	45 487	41 239	4 248
4711	. Long terme			0
4712	. Court terme			0
4714	. Prêts	3 051	40 112	-37 061
4715	. Autorités monétaires		-	0
4717	. Long terme			0
4718	. Court terme			0
4719	. Administrations publiques			0
4720	. Long terme			0
4721	. Court terme			0
4722	. Banques	3 051	40 103	-37 052
4723	. Long terme	0	27 895	-27 895
4724	. Court terme	3 047	12 120	-9 073
4725	. Autres secteurs		9	-9
4726	. Long terme			0
4727	. Court terme			0
4730	. Monnaie fiduciaire et dépôts	55 907	39 294	16 613
4731	. Autorités monétaires			0
4732	. Administrations publiques	622	103	519
4733	. Banques	34 843	32 333	2 510
4734	. Autres secteurs	20 442	6 858	13 584
4736	. Autres avoirs	3 588	5 324	-1 736
4737	. Autorités monétaires			0
4738	. Long terme			0
4739	. Court terme			0
4740	. Administrations publiques		332	-332
4741	Long terme			0
4742	. Court terme			0
4743	. Banques		4 575	-4 575
4744	. Long terme		37	-37
4745	. Court terme	0	4 538	-4 538
4746	. Autres secteurs	3 588	417	3 171
4747	. Long terme			0
4748	. Court terme			0
4753	. Engagements	442 279	1 254 585	-812 306
4756	. Crédits commerciaux	117 685	20 841	96 844
4757	. Administrations publiques			0
4758	. Long terme			0
4759	. Court terme			0
4760	. Autres secteurs	117 685	20 841	96 844
4761	. Long terme			0
4762	. Court terme			0
4764	. Prêts	227 921	1 205 309	-977 388
4765	. Autorités monétaires	6 163	69 502	-63 339
4766	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	6 163	69 502	-63 339
4767	. Autres prêts à long terme	0	0	0
4768	. Prêts à court terme	0	0	0

4769	. Administrations publiques	134 569	1 082 946	-948 377
4770	. Long terme	134 569	1 082 946	-948 377
4771	. Court terme	0	0	0
4772	. Banques	16 717	13 795	2 922
4773	Long terme	14 992		14 992
4774	. Court terme	1 725	13 795	-12 070
4775	. Autres secteurs	70 472	39 066	31 406
4776	. Long terme	9 220	5 995	3 225
4777	. Court terme	0	0	0
4780	. Monnaie fiduciaire et dépôts	45 230	27 156	18 074
4781	. Autorités monétaires	8	26 754	-26 746
4783	. Banques	45 222	402	44 820
4786	. Autres engagements	51 443	1 279	50 164
4787	. Autorités monétaires	3 759	0	3 759
4788	. Long terme			0
4789	. Court terme			0
4790	. Administrations publiques			0
4791	Long terme			0
4792	. Court terme			0
4793	. Banques	7 781		7 781
4794	Long terme			0
4795	. Court terme	7 781	0	7 781
4796	. Autres secteurs	39 903	1 279	38 624
4797	. Long terme			
4798	. Court terme			
4800	Avoirs de réserve	8 353	5 856	2 497
4810	. Or monétaire			
4820	. DTS	737	2	735
4830	. Position de réserve au FMI	7 616		7 616
4840	. Avoirs en devises		5 854	-5 854
4845	. Monnaie fiduciaire et dépôts	0	5 854	-5 854
4850	. Auprès des autorités monétaires			
4855	. Auprès des banques			
4860	. Titres			
4865	. Titres de participation			
4870	. Obligations et autres titres d'emprunt			
4875	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			
4880	. Autres créances			
4998	Erreurs et omissions nettes	268 002	262 601	5 401

Annexe 3 : Balance des paiements (présentation résumée)

Code	Intitules	Crédit	Débit	Net
4993	Compte des transactions courantes	1 854 842	2 305 514	-450 672
4100	Biens	833 471	1 669 937	-836 466
4110	.Marchandises générales	817 086	1 664 083	-846 997
4120	.Autres biens	16 385	5 854	10 531
4200	Services	420 569	439 070	-18 501
4205	Transports	59 071	246 229	-187 158
4203	- dont fret	11 922	189 393	-177 471
4236	.Voyages	130 877	28 180	102 697
4291	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	47 823	17 864	29 959
4298	.Autres services	182 798	146 797	36 001
4300	Revenus	91 683	124 854	-33 171
4320	Revenus des investissements	52 640	119 681	-67 041
4305	- dont intérêts sur dette publique	32 040	23 536	-23 536
	asite misoto car asite pasingas		25 555	25 555
4379	Transferts courants	509 119	71 653	437 466
4380	.Administrations publiques	50 392	22 226	28 166
4390	.Autres secteurs	458 727	49 427	409 300
4996	Compte de capital et d'opérations financières	2 034 944	1 589 673	445 271
4400	.Transferts de capital	1 199 858		1 199 858
4402	. Remises de dettes	1 114 900		1 114 900
4410	. Autres	78 454		78 454
4430	. Autres secteurs	6 504	4.004	6 504
4480	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	1 864	-1 864
4500	Investissements directs	185 760	75 729	110 031
4505	.De l'économie à l'étranger	2 153	7 325	-5 172
4555	.De l'étranger dans l'économie	183 607	68 404	

4600	Investissements de portefeuille	90 661	125 670	-35 009
4602	. Awirs	77 325	105 247	-27 922
4652	. Engagements	13 336	20 423	-7 087
4700	Autres investissements	550 312	1 380 554	-830 242
4703	. Avoirs	108 033	125 969	-17 936
4753	. Engagements	442 279	1 254 585	-812 306
4000	Augiro do récono	0.252	E 056	2 497
4800	Avoirs de réserve	8 353	5 856	2 497
4998	Erreurs et omissions nettes	268 002	262 601	5 401

## Annexe 4 : Position Extérieure Globale

Code	Intitules	Montant
8988	AVOIRS	1 296 132
8505	Investissements directs à l'étranger	40 431
8506	. Capital social et bénéfices réinvestis	31 737
8530	. Autres capitaux	8 694
8602	Investissements de portefeuille	163 963
8610	. Titres de participation	7 442
8613	. dont : banques	2 282
8619	. Titres de créances	156 521
8620	. Obligations et autres titres d'emprunt	142 590
8623	. dont : banques	136 115
8630	. Instruments du marché monétaire	13 838
8633	. dont : banques	13 516
8640	. Dérivés financiers	93
8643	. dont : banques	53
8703	Autres investissements	430 459
8706	. Crédits commerciaux	102 333
8714	. Prêts	97 945
8715	. Autorités monétaires	
8719	. Administrations publiques	
8722	. Banques	97 936
8723	. Long terme	57 228
8724	. Court terme	40 488
8725	. Autres secteurs	9
8730	. Monnaie fiduciaire et dépôts	104 162
8731	. Autorités monétaires	
8732	. Administrations publiques	1 700
8733	. Banques	75 873
8734	. Autres secteurs	26 589
8736	. Autres avoirs	126 019
8737	. Autorités monétaires	
8740	. Administrations publiques	332
8743	. Banques	4 919
8744	. Long terme	37
8745	. Court terme	4 882
8746	. Autres secteurs	120 768
8800	Avoirs de réserve	661 279
8810	. Or monétaire	0
8820	. DTS	28
8830	. Position de réserve au FMI	-2 067
8840	. Monnaies étrangères	663 318
8880	. Autres créances	0

8889	ENGAGEMENTS	2 190 629
8555	Investissements directs dans l'économie	237 630
8556	. Capital social et bénéfices réinvestis	219 524
8580	. Autres capitaux	18 106
8652	Investissements de portefeuille: engagements	146 922
8660	. Titres de participation	50 825
8663	. Banques	713
8664	. Autres secteurs	50 112
8669	. Titres d'engagement	96 097
8670	. Obligations et autres titres d'emprunt	94 042
8671	. Autorités monétaires	
8672	. Adminisrations publiques	0
8673	. Banques	39 362
8674	. Autres secteurs	54 680
8680	. Instruments du marché monétaire	2 000
8683	. Banques	2 000
8690	. Dérivés financiers	55
8693	. Banques	0
8753	. Autres investissements : engagements	1 806 077
8756	. Crédits commerciaux	345 633
8764	. Prêts	1 122 545
8765	. Autorités monétaires	12 985
8766	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	12 985
8767	. Autres prêts à long terme	0
8768	. Prêts à court terme	
8769	. Administrations publiques	864 400
8770	. Long terme	864 400
8771	. Court terme	0
8772	. Banques	45 669
8773	. Long terme	36 133
8774	. Court terme	9 536
8775	. Autres secteurs	199 491
8776	. Long terme	0
8777	. Court terme	0
8780	. Monnaie fiduciaire et dépôts	287 588
8781	. Autorités monétaires	55 824
8783	. Banques	231 764
8786	. Autres engagements	50 311
8787	. Autorités monétaires	4 999
8790	. Administrations publiques	
8793	. Banques	
8796	. Autres secteurs	45 312
8989	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-894 497



